

Un monde à naître

Faire face à l'émiettement



<http://dunod.link/qw4rbom>

Un spectre hante le monde : la fragmentation – après des décennies chantant l'ouverture et l'unification sous le signe du progrès technique et de l'accélération des échanges. On passerait ainsi d'un espace mondialisé à un espace haché, émietté en égoïsmes nationaux, intérêts égoïstes insoucieux des autres, effaçant au passage l'espoir d'une gouvernance faisant écho aux intérêts communs d'une humanité unie.

L'affaire n'est pas aussi simple. Le monde est certes plus éclaté, chacun y revendique plus fort ses propres intérêts, exhibe l'arrogance de sa souveraineté, voire de sa force. Mais il reste ouvert : les échanges demeurent, vitaux ; les technologies ont une assise, une diffusion, universelles ; et jamais sans doute accords – commerciaux ou autres –, clubs, organisations, sommets plus ou moins institutionnalisés, n'ont tant proliféré.

La gestion collective n'affiche donc pas le vide, mais le trop-plein. Multilatéralismes régionaux, plurilatéralismes, minilatéralismes, bilatéralismes organisent-ils une logique d'antagonismes ? À travers la multitude des accords s'expriment des souverainetés légitimes : mais où s'arrête leur légitimité ? On serait tenté de répondre : quand elles s'opposent à la légitimité des intérêts des autres, ou quand elles s'imposent avec des moyens de force disproportionnés.

On rencontre donc vite la structure centrale de la légitimité internationale : l'Organisation des Nations unies (ONU). Pour décalée et impuissante qu'elle apparaisse aujourd'hui dans le règlement des crises, elle demeure le sommet qui, tant bien que mal, coiffe et fait tenir ensemble un édifice commun. Celui qui, par exemple, peut donner sens politique à la coopération économique des organisations régionales ; celui qui, seul, peut donner sens global à des ébauches de gouvernance éclatées ; celui qui seul incarne l'universel quand la dimension proprement humaine s'impose – face au changement climatique ou aux pandémies émergentes.

À l'idée fantasmée d'une gouvernance mondiale se substitue un ensemble de négociations multi-acteurs, multi-niveaux, exprimant la dynamique complexe d'une scène internationale où se redéfinissent les sources et moyens de la puissance et de l'influence. Dès lors, il nous faut penser cette complexité avec au moins un objectif : au-delà des efficacies tactiques, sauver le droit, dans sa dimension élémentaire d'organisateur de coexistences. Sans doute le rêve d'une société internationale organisée par le droit s'est-il effacé. Mais on ne peut ignorer les règles et procédures politico-juridiques de négociation pour sortir des crises les plus graves (le poids de la force ne réglera ni la guerre d'Ukraine ni les conflits du

Proche-Orient) ou pour parer aux dangers les plus graves (celui de la diffusion, de la prolifération des armements par exemple).

Il faut donc penser à la fois la dispersion des initiatives et la logique centrale qui leur donne sens, et réaffirmer la place d'un droit malmené, en se saisissant d'un héritage long : les procédures inventées à l'acmé de la guerre froide pour éloigner la guerre, par exemple, pourraient être aujourd'hui fort utiles.

Hier sûre de représenter l'avenir d'un monde abdiquant la violence au profit de la norme, l'Europe n'est-elle plus que le témoin vieilli d'un monde enfui ? Médusée par l'éclatement d'un système mondial qui lui garantissait la paix, politiquement divisée, économiquement menacée de déclassement à la fois sur le front technologique et sur celui des émergents, méprisée par les vociférateurs de puissance, l'Europe est au fauteuil d'orchestre d'un théâtre dont elle ignore la pièce.

Elle est pourtant cernée par le feu, qu'il couve ou se déploie, éclatant. Sur la guerre d'Ukraine, les efforts européens font mal illusion : la multiplicité des propositions épuisées et des formats diplomatiques trahit assez les contradictions des positions, et donc l'impuissance. L'Union européenne (UE) n'ayant gagné que le privilège d'être identifiée à Moscou comme l'obstacle principal à la « normalisation » des rapports avec Washington.

Dans la zone du Caucase, les grands acteurs sont à la manœuvre, mais pas l'UE. Autour de la mer Noire, espace déterminant pour les équilibres de l'après-guerre, les agitations diplomatiques ne suffisent pas à se transformer en stratégie : les Européens y manifestent une présence brouillonne, à la ligne mal identifiable, en dépit de la présence côtière de plusieurs États membres.

Dans une Méditerranée que l'UE entendait traiter comme un espace stratégique unique, les efforts – réels – déployés se sont noyés. À l'Ouest, les membres de l'Union sont divisés sur les stratégies à mettre en œuvre vis-à-vis de la rive sud ; à l'Est, les Européens regardent passer les missiles, absents des échanges diplomatiques depuis le 7 octobre 2023, et exclus d'une problématique iranienne où ils ont jusqu'en 2015 joué un si grand rôle.

Sur le front baltique, c'est la Russie qui recule globalement, avec la rétraction forcée de ses moyens et l'élargissement de l'Alliance, mais la situation nordique fait lever la double question de la solidité de la posture à venir de l'Alliance et de la cohésion, plus apparente que réelle, des pays de l'Europe du Nord et centrale.

L'Alliance atlantique demeure l'élément central de l'équilibre européen : son déclassement et une redéfinition de base de la posture américaine auraient des effets sur l'ensemble des politiques, intérieures et communes, des membres de l'UE. Mais les Européens y manifestent surtout une docilité assumée : désirs et foucades trumpiens sont des ordres, au-delà même du besoin de réorganisation des forces révélé par l'agression russe – voir le sommet atlantique de juin 2025.

Le cas européen est-il désespéré ? Peut-être pas, à trois conditions. La première serait que dans le domaine commercial – une compétence quasi fédérale de l'UE –, Bruxelles réponde à Washington avec une vraie stratégie, jouant du fait que les

États-Unis ne peuvent se passer d'elle dans leur rapport singulier avec Pékin. La force économique de l'UE doit ici s'exprimer politiquement – au risque de l'unité...

Deuxième condition : que l'UE s'occupe d'elle-même, de ses vrais problèmes et de définir sa place dans le désordre international, au lieu d'imaginer que le triptyque financements/sanctions/élargissement suffit à définir son rapport au monde, sa politique étrangère.

Enfin, les Européens membres de l'UE pourraient – devraient – avoir quelque chose à dire sur deux questions engageant directement leur destin : la gestion des quantités considérables d'armes déversées sur le Vieux Continent, et l'organisation future de ce dernier – la confrontation avec Moscou ne pouvant pas être la seule colonne vertébrale de l'Europe de demain.

Bien sûr, ces trois conditions – et tant d'autres – ne pourraient être remplies qu'avec un sursaut de sociétés conscientes de ce que l'évolution du monde leur impose, et voulant l'affronter dans une logique de démocratie et de paix : une autre histoire...

Au premier rang des désappointements européens – spécialement français – de ces dernières années : le Sahel, ses retours d'accès anticolonialistes et d'une revendication d'identité africaine, longtemps éclatée.

Les coups d'État du Sahel n'ont pas été dictés par une exigence de démocratie – une démocratie, hélas, souvent assimilée à la domination post-coloniale –, mais par le rejet d'un fonctionnement d'État impuissant à assurer la sécurité et les fonctions essentielles nécessaires à la population, ainsi que de la présence de l'ancien colonisateur et des élites qui lui sont associées.

L'échec français – et plus généralement européen – est ici patent. Tout se passe comme si les plus anciennes présences extérieures, qui se flattent de leur « proximité », de leur « compréhension » de l'Afrique, n'étaient sur place vues que comme des postures dominantes, organisées autour de leurs propres priorités, sans souci des problèmes réels des sociétés africaines.

On le reproche aux pays du Golfe, aux États-Unis, à la Russie ou à la Chine : leurs présences, leurs investissements ne seraient dictés que par leurs intérêts économiques et l'exploitation des ressources du continent. Mais la survalorisation des enjeux sécuritaires, artificiellement séparés des problèmes locaux, ne dénonce-t-elle pas une semblable faute : l'instrumentalisation d'une Afrique ouverte aux appétits du monde ou à ses frayeurs ?

La diversité africaine rend peu probable l'affirmation d'un panafricanisme enfin opérationnel. Le retour à une revendication africaniste en rupture avec les générations politiques de l'indépendance est, lui, déjà une réalité. Permettra-t-il de mettre sur pied des organisations régionales plus performantes en matière de coopération politique, de création de sécurité collective ? On en doutera, au vu des réalisations de l'Union africaine ou de la nouvelle Alliance des États du Sahel. Il ne faut guère non plus y rechercher une efficacité économique globale, tant le continent est divers, alignant autant de succès que d'échecs confirmés.

Les problèmes des sociétés africaines sont massifs mais d'ordres assez bien identifiés. Une démographie à la progression inégale mais mal maîtrisée, avec ses corollaires : explosion des marchés du travail, conflits pour la terre, migrations de masse... Un défaut d'investissements, nécessaires à la valorisation des richesses du continent, et pour confirmer les éléments présents de décollage. Un poids croissant d'endettement, au premier chef vis-à-vis de la Chine, mais aussi des institutions internationales, qui pourraient pousser à des reclassements stratégiques non prévus.

L'Europe n'est pas plus vertueuse que les autres : mais elle est directement « branchée » historiquement, géographiquement, démographiquement, sur le continent africain. Plutôt que de se convaincre que ses seuls problèmes se situent en centre-Europe, pourrait-elle élaborer une nouvelle stratégie globale intégrant l'Afrique ? Il faudrait pour cela qu'elle s'ouvre – et non se referme – à la formation des nouvelles élites africaines, mais pas pour les exploiter chez soi. Qu'elle aide à structurer les mouvements démocratiques des jeunes africaines pour les aider à se séparer des anciennes élites héritières du colonisateur et des fausses élites militaires. Que l'aide au développement perdure, en un temps de rétraction stratégique et budgétaire.

D'une certaine manière, le monde nous fuit : il va trop vite, remet trop promptement en cause nos habitudes, nos espérances. Il faut le ressaisir.

Diplomatiquement, en adoptant la posture souple qui correspond aux demandes d'un monde complexe : nos interlocuteurs sont tous les acteurs à qui ce monde dérégulé donne parole et force. Le temps n'est plus aux clubs de puissances mais aux dialogues tous azimuts – à la fois décentralisés et déconcentrés.

Moralement, en gardant – sans illusion – la règle de droit pour boussole. Demain, après-demain, se reconstruira peut-être un monde juridiquement plus structuré. En attendant, le respect des principes minimaux est le seul garde-fou contre de plus grands malheurs (le Proche-Orient devrait nous l'enseigner chaque jour) : « Ce n'est pas la Règle qui nous garde [...], c'est nous qui gardons la Règle¹. »

Stratégiquement, en définissant nos espaces prioritaires, en les hiérarchisant, sans penser que l'Europe est le centre du monde, sans penser que le monde entier nous attend – et en intégrant les urgences transversales : climat, santé, armements... Nos priorités changent de géographie et de hiérarchies avec le changement du monde.

Sur tous ces points, l'unité européenne, l'Union, est nécessaire, urgente. Mais est-elle urgente telle qu'elle est, telle qu'elle se voit aujourd'hui ? Ou le changement du monde doit-il aussi la changer ?

D. D.

1. G. Bernanos, *Dialogues des carmélites*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 2015.